

— : limite de section

- - - : emprise maîtrisée

... : périmètre d'exploitation

ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral n° 2006.0305.02580 du 3 MAI 2006
Modèle d'acte de cautionnement solidaire

Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

L'établissement (1) immatriculé au registre du commerce et des sociétés de sous le numéro
représenté par dûment habilité en vertu de (2),

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QU'IL A ÉTÉ PORTÉ À SA CONNAISSANCE QUE :

..... (3) ci-après dénommé(e) « le cautionné », titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date
du (4) du préfet du d'exploiter (5) a demandé à l'établissement susvisé ci-après dénommé
« la caution » de lui fournir son cautionnement solidaire,

DÉCLARE PAR LES PRÉSENTES, en application de l'article 4-2 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et
des articles 23-2 et suivants du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, se constituer caution solidaire en
renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et
sous les conditions ci-après :

ART. 1 - OBJET DE LA GARANTIE

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute obligation de
faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 en vue de garantir au préfet susvisé
le paiement en cas de défaillance du cautionné des dépenses liées à :
..... (6).

La présente garantie ne couvre pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un
préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier.

ART. 2 - MONTANT

Le montant maximum du cautionnement est de F (7).

ART. 3 - DURÉE

3.1 - Durée

Le présent engagement de caution prend effet à compter du (8). Il expire le (9) 18 heures. Passé
cette date il ne pourra plus y être fait appel.

3.2 - Renouvellement

Dénomination, forme, capital, siège social de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance et, éventuellement
adresse de sa succursale souscriptrice du cautionnement.

Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date.

Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète).

Date de l'arrêté préfectoral.

Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations
classées et le lieu d'implantation de l'installation.

Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets):

- a) la surveillance du site ;
- b) les interventions en cas d'accident ou de pollution ;
- c) la remise état du site après exploitation.

Variante 2 (pour les carrières) : la remise état du site après exploitation.

Sur la Variante 1, l'acte de cautionnement peut ne viser que l'un des objets (a), b) ou c).

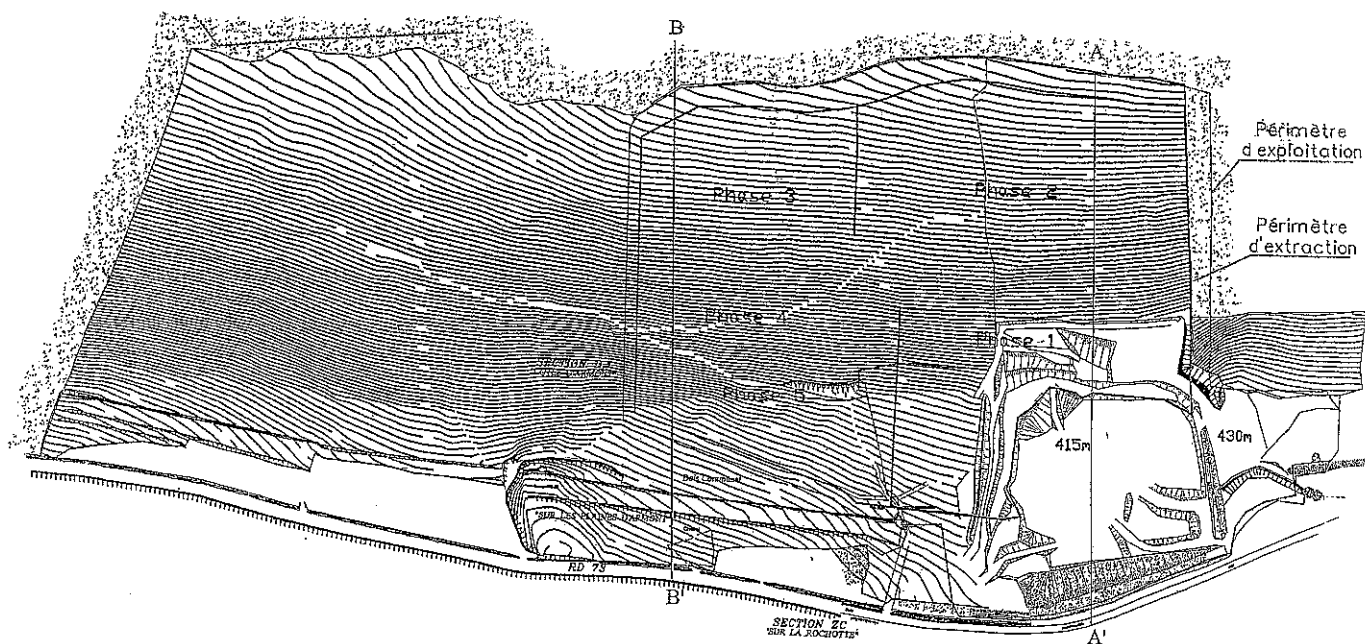
Montant en chiffres et en lettres : pour la Variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la
mesure où les objets peuvent être distingués.

Date d'effet de la caution.

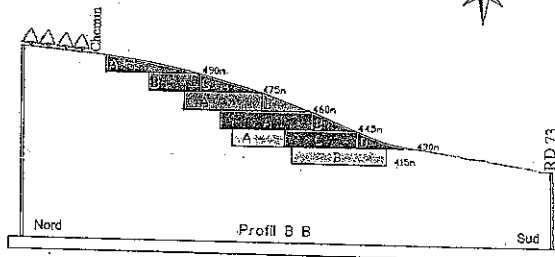
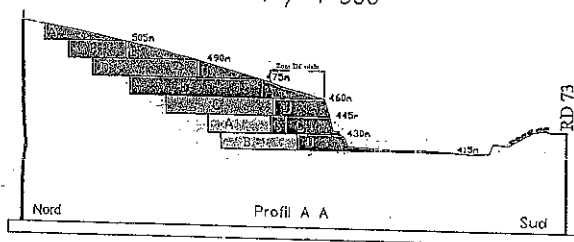
Date d'expiration de la caution.



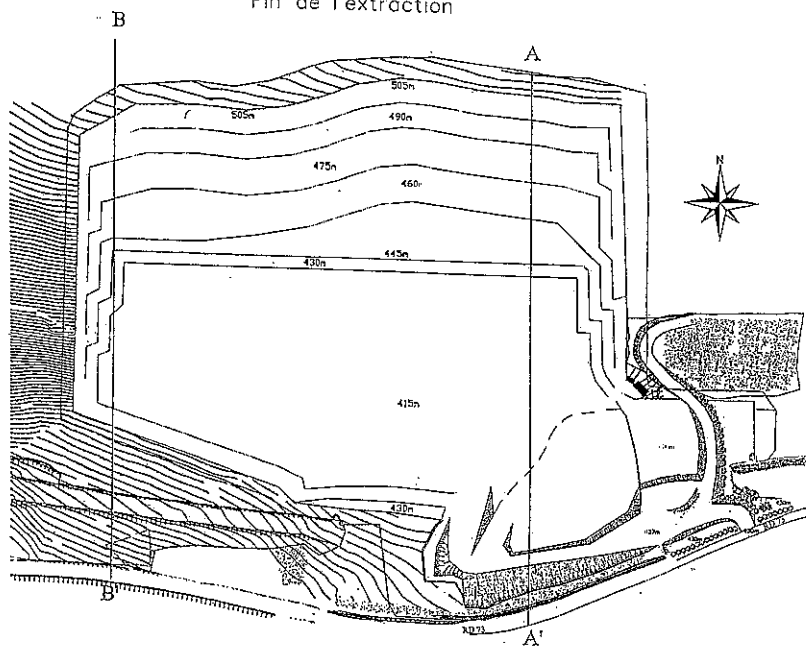
Modalités d'exploitation de la carrière



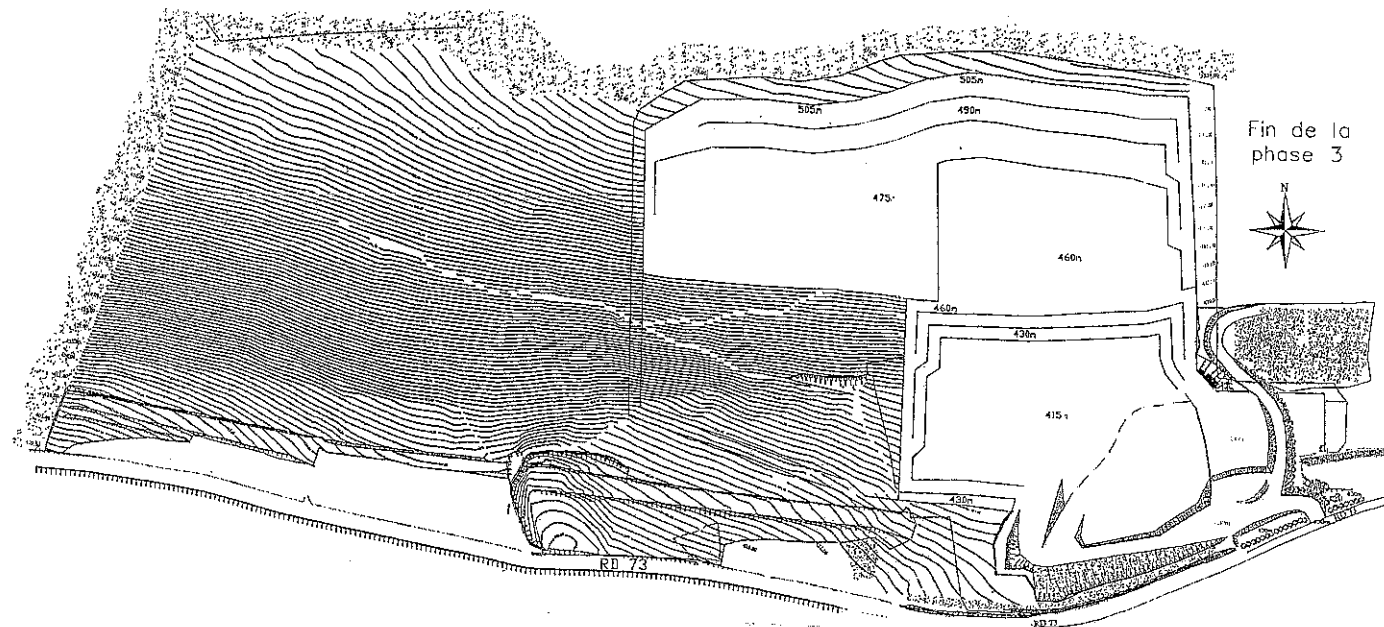
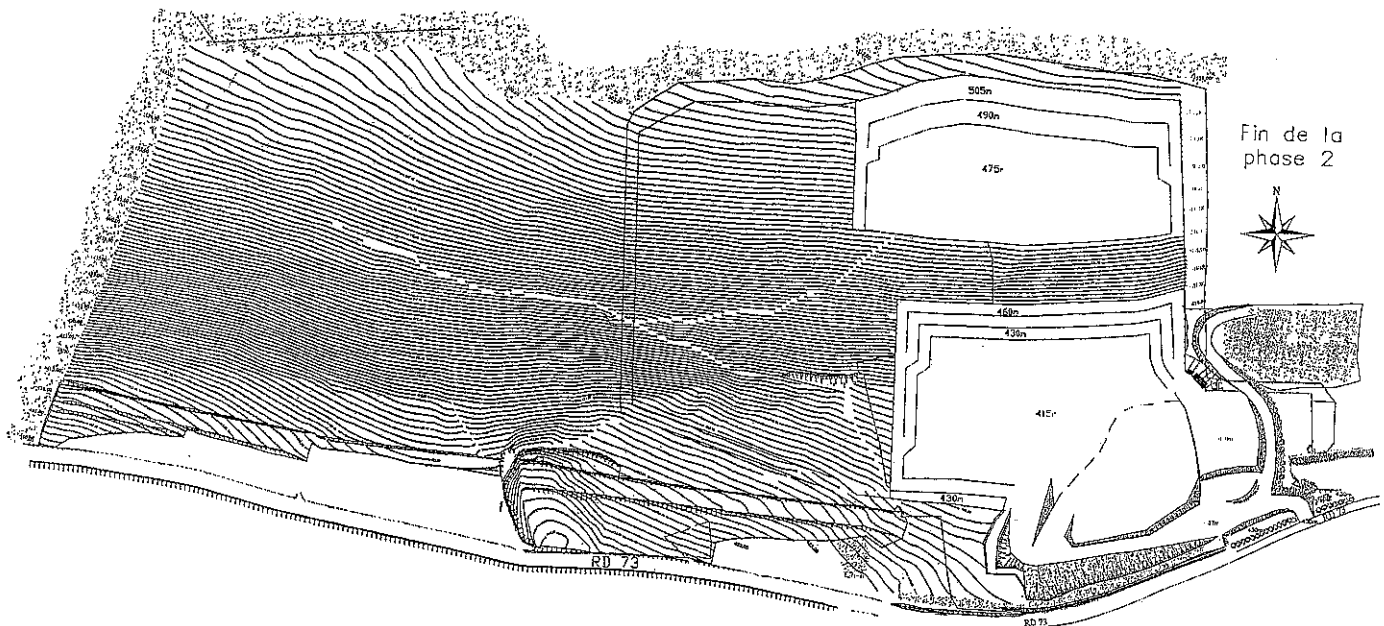
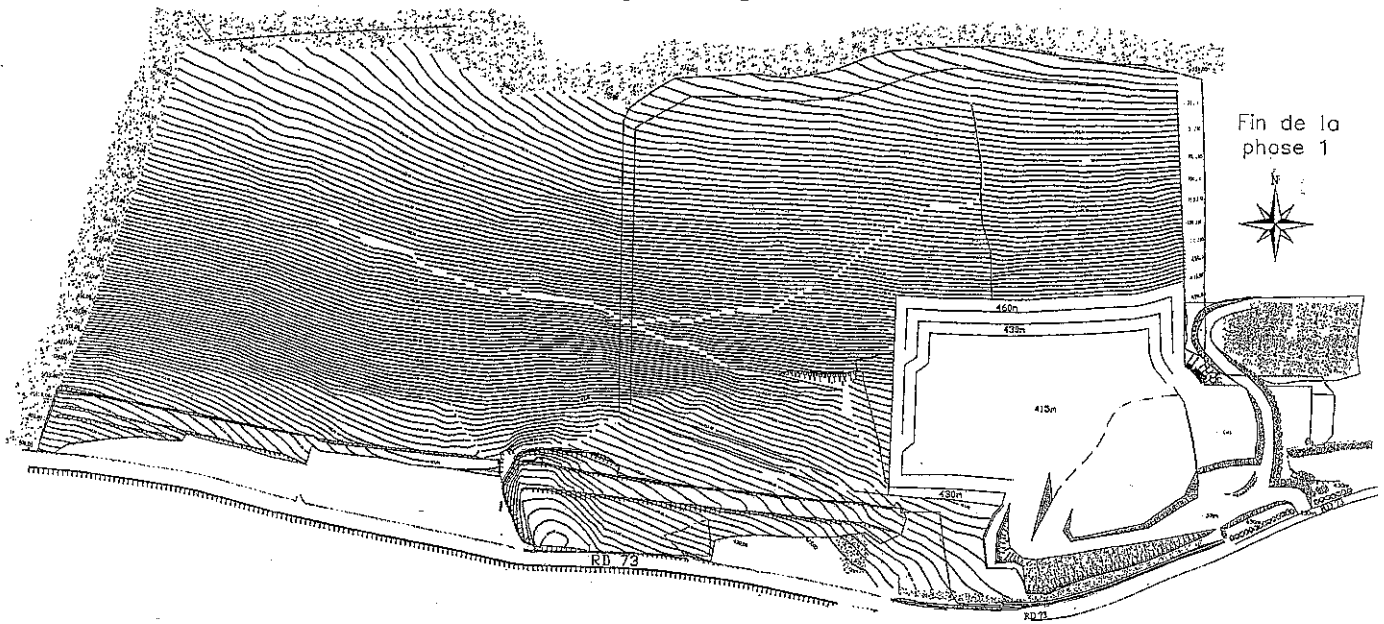
Coupes d'extraction
1 / 4 500

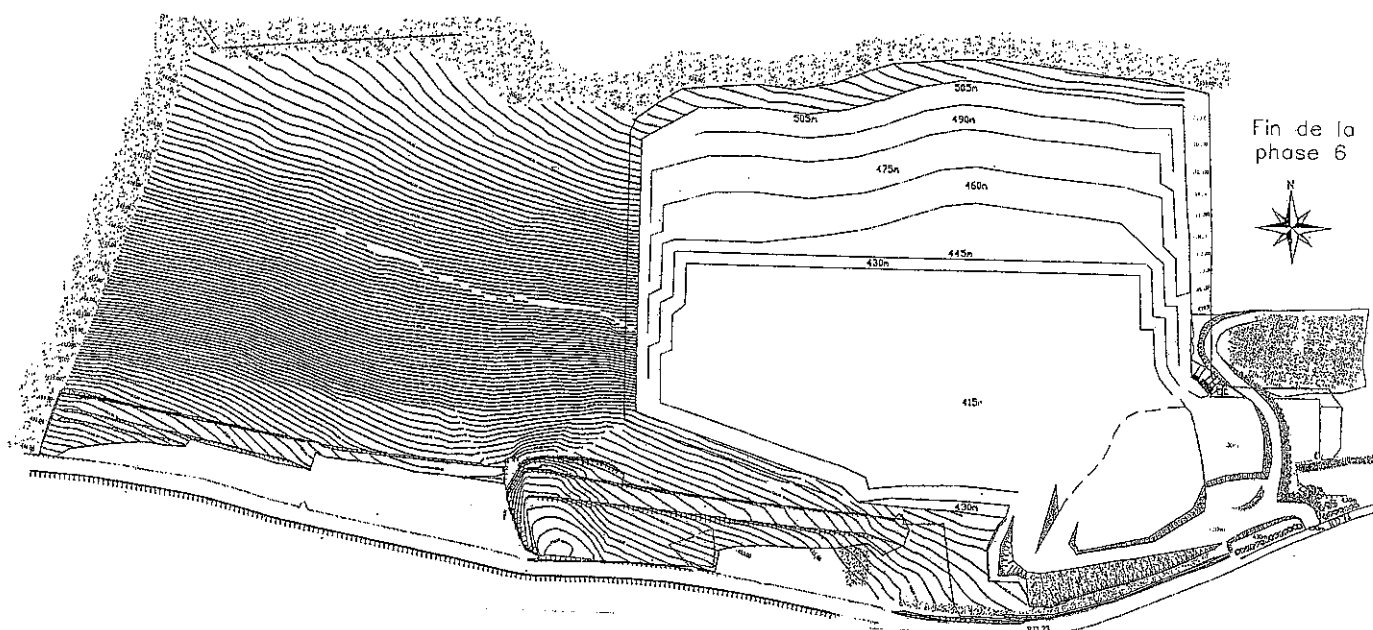
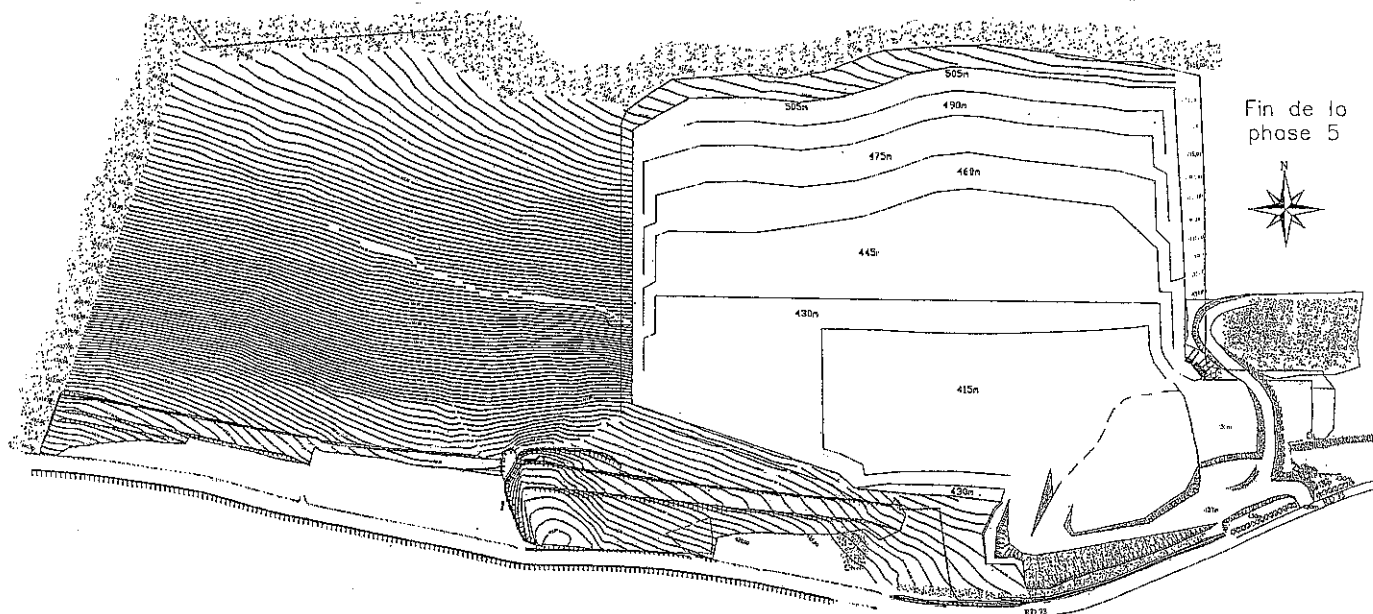
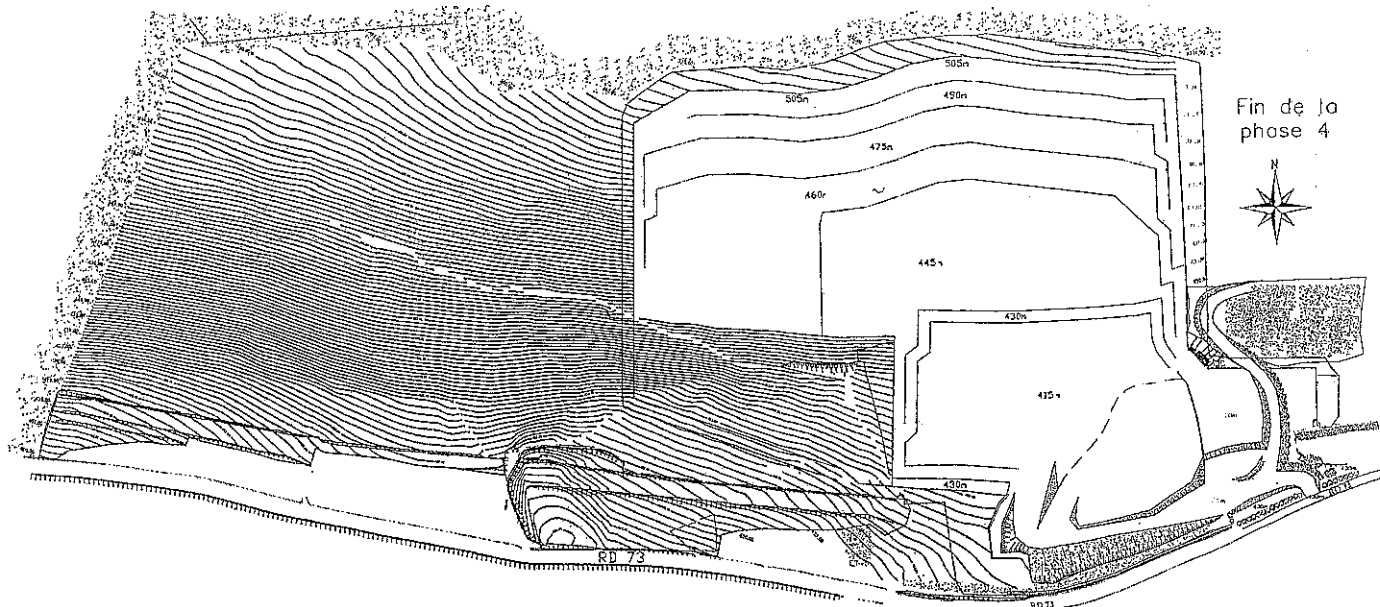


Fin de l'extraction



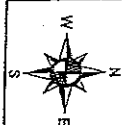
Phasage de l'exploitation



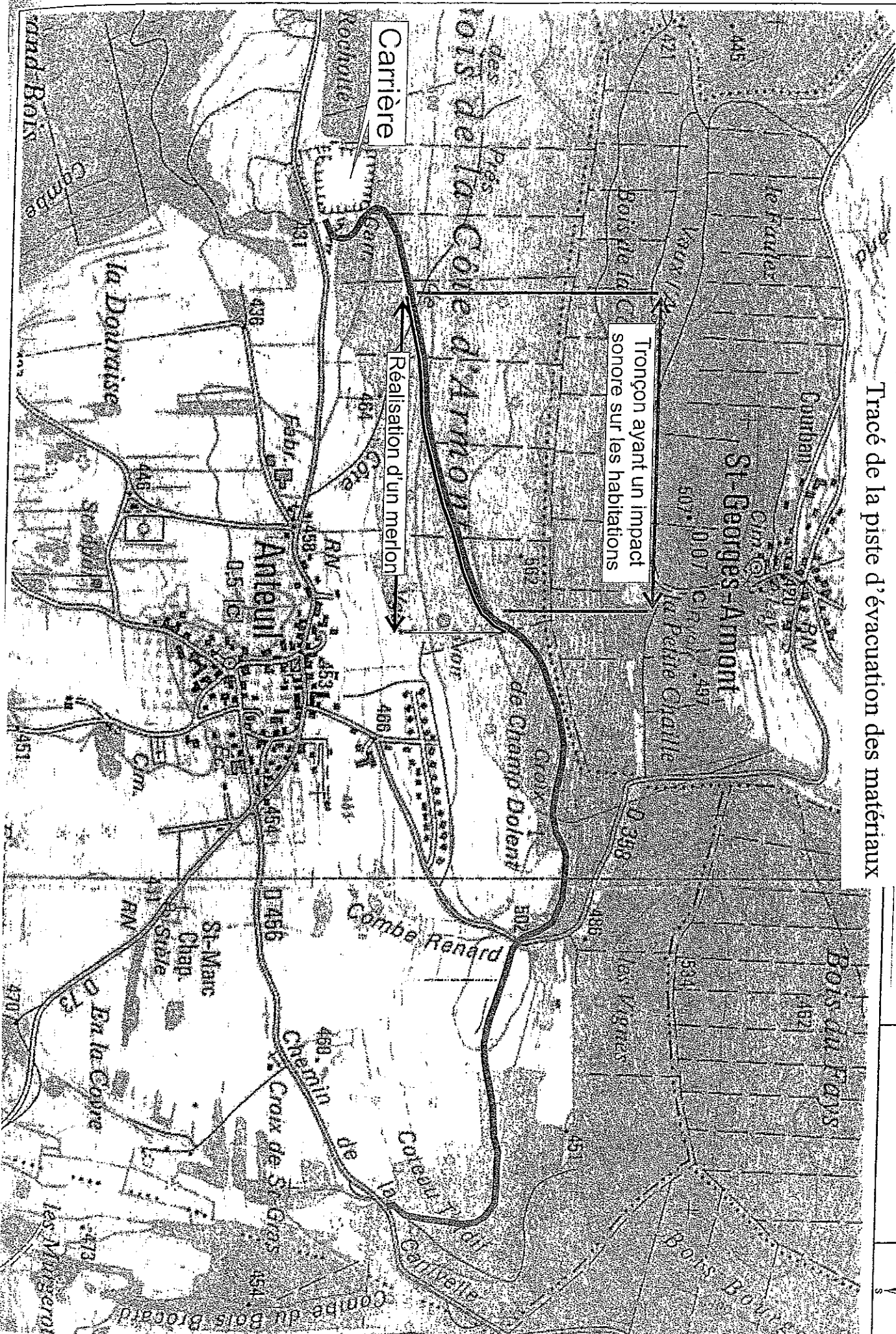


ANNEXE 4 à l'arrêté préfectoral n° 2006-03050134 du 3.Mai. 2006.....

Echelle : 1 / 12 500





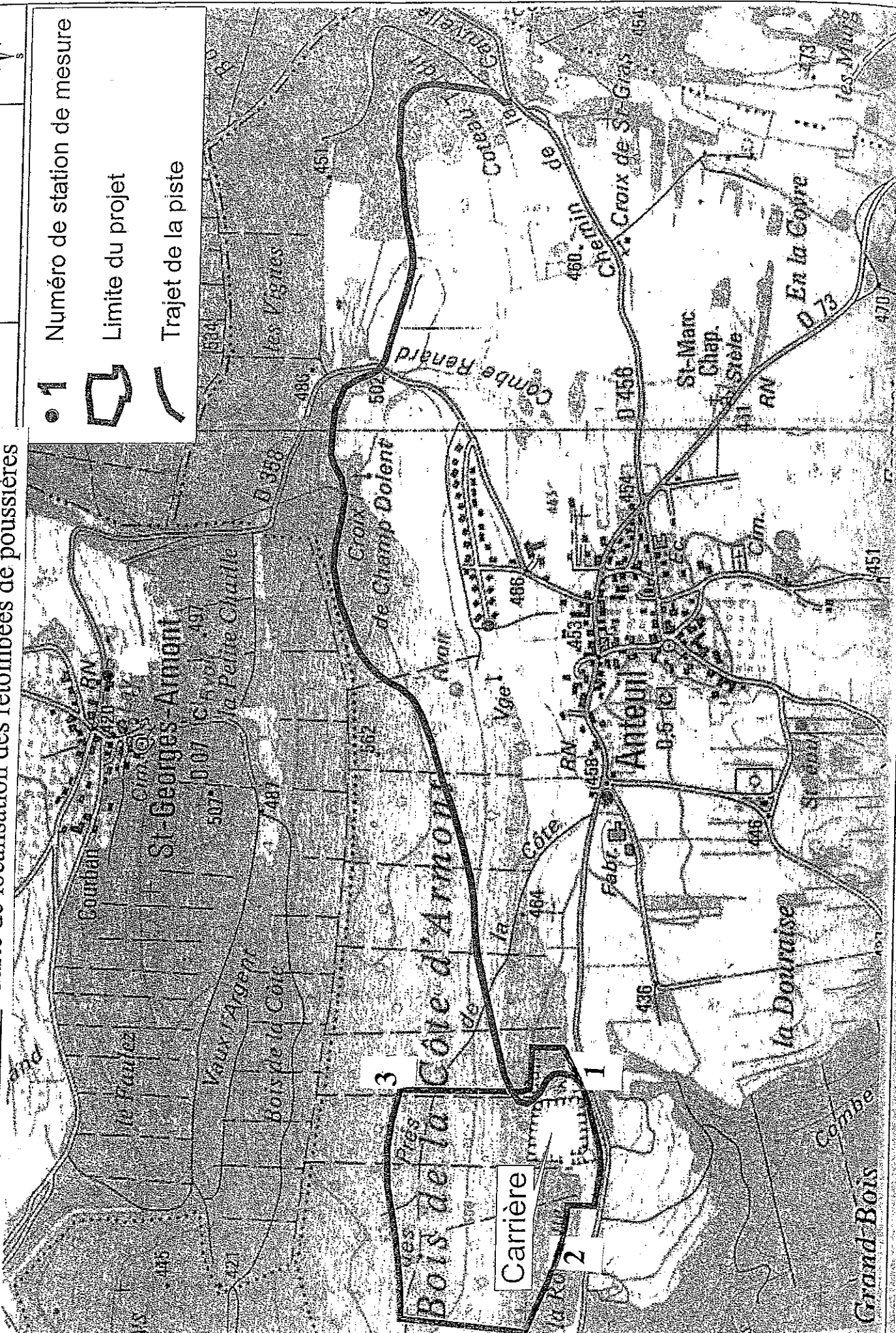
Tracé de la piste d'évacuation des matériaux





Carte de localisation des retombées de poussières



- 1 Numéro de station de mesure
-  Limite du projet
-  Trajet de la piste



ANNEXE 6 à l'arrêté préfectoral n° du Carte de localisation des points de mesures de bruit

Echelle : 1 / 12 500



- 1 Numéro de station de mesure
-  Limite du projet
-  Trajet de la piste

